

WANEP ALERT AND RESPONSE MECHANISM

# WARMM

Policy Brief OCTOBRE 2025

# G. Bissau

Élections Présidentielle  
et Législatives de 2025:

Espérer la stabilité ou craindre un retour  
de l'instabilité politique?



**RÉSEAU OUEST-AFRICAIN  
POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX**  
L'EDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

Copyright: WANEP © 2025

## Table de Matières

|   |    |
|---|----|
| Acronymes   | 4  |
| Introduction  | 5  |
| I. Turbulences institutionnelles et dissolutions répétées de l'Assemblée nationale Populaire : une légitimité institutionnelle fragilisée                               | 6  |
| II. Dynamiques entre les parties prenantes en luttant pour la survie politique.   | 7  |
| (a)- Partis politiques recomposés en coalitions avec des dissensions intra et inter partis.   | 7  |
| (b)- Acteurs politiques clés au cœur des développements actuels et à venir.   | 8  |
| (c)- Acteurs de la Société civile de Guinée Bissau et le défi d'impartialité.   | 10 |
| (d)- Acteurs régionaux et internationaux dans une Guinée Bissau en quête de stabilité institutionnelle et politique.  | 10 |
| III. Principaux Enjeux et défis majeurs de la présidentielle et des législatives de 2025 en Guinée Bissau.  | 10 |
| a- Contexte socio-politique et sécuritaire relativement tendu   | 11 |
| b- Persistante urgence, depuis 2014, de réforme du cadre légal électoral  | 12 |
| c- Besoin de consensus politiques autour des principaux organes intervenant dans la gestion des élections   | 12 |
| d- Liste électorale régulièrement actualisée mais toujours critiquée  | 13 |
| e- Médias polarisés avec des journalistes ciblés en Guinée Bissau   | 13 |
| f- Invalidation de partis politiques clés, signe d'élections non-inclusives et à risque   | 14 |
| g- Financement du processus électoral dans un contexte économique difficile   | 14 |
| h- Financement des campagnes des partis politiques : un cadre légal permissif aux effets préoccupants   | 15 |
| i- Défis persistants limitant la participation des femmes et des jeunes   | 15 |
| IV. Scénarii  | 16 |
| Scénario 1, Mauvais cas, Très Probable : "Élections législatives et présidentielle non-inclusives entachées de tensions voire de violences"                             | 16 |
| Scénario 2, Meilleur cas, Probable : "Élections législatives et présidentielle inclusives et compétitives malgré l'invalidation de certaines candidatures clés"         | 16 |
| Scénario 3, Mauvais intermédiaire, Probable : "Situation de bras de fer pour des élections inclusives qui entraîne une longue attente des élections de sortie de crise" | 16 |
| V. Recommandations et Conclusion  | 16 |

## Acronymes

|                  |  |
|------------------|--|
| <b>ANP</b>       | Assemblée Nationale Populaire  |
| <b>API-CG</b>    | Alliance Patriotique Inclusive – Cabas Garandi                           |
| <b>APU-PDGB</b>  | Assemblée du Peuple Uni – Parti Démocrate de Guinée-Bissau               |
| <b>UA</b>        | Union Africaine  |
| <b>CEDEAO</b>    | Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest                  |
| <b>CNE</b>       | Commission Nationale Électorale  |
| <b>CPLP</b>      | Communauté des Pays de Langues Portugaises                               |
| <b>CSJ</b>       | Cour Suprême de Justice  |
| <b>CSM</b>       | Conseil Supérieur de la Magistrature                                     |
| <b>ECOMIB</b>    | Force de la CEDEAO pour la Stabilité et la Sécurité de la Guinée -Bissau |
| <b>FREPASNA</b>  | Front Patriotique de Salut National                                      |
| <b>GTAPE</b>     | Bureau Technique d'Appui au Processus Électoral                          |
| <b>MADEM-G15</b> | Mouvement pour l'Alternance Démocratique                                 |
| <b>MAGB</b>      | Mission d'Appui de la CEDEAO à la Stabilisation de la Guinée-Bissau      |
| <b>MDG</b>       | Mouvement Démocratique Guinéen   |
| <b>PAI</b>       | Plateforme de l'Alliance Inclusive                                       |
| <b>PAIGC</b>     | Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert           |
| <b>PAPES</b>     | Parti Africain pour la Stabilité   |
| <b>PCD</b>       | Parti de Convergence Démocratique  |
| <b>PLGB</b>      | Parti da Luz de Guinée-Bissau  |
| <b>PRS</b>       | Parti du Renouveau Social  |
| <b>PSD</b>       | Parti Social-Démocrate   |
| <b>PTFs</b>      | Partenaires Techniques et Financiers                                     |
| <b>PTG</b>       | Parti des Travailleurs de Guinée   |
| <b>RGB-MB</b>    | Résistance de la Guinée Bissau-Mouvement Bafata                          |
| <b>UE</b>        | Union Européenne   |
| <b>UM</b>        | Union pour le Changement   |
| <b>UNOWAS</b>    | Bureau des Nations Unies pour l'Afrique et le Sahel                      |



## Élections Présidentielle et Législatives de 2025: Espérer la Stabilité ou Craindre un Retour de l'Instabilité Politique?

### Introduction

La Guinée Bissau est un pays Ouest africain de 2,249,515 habitants, selon des estimations au 1er juillet 2025 basées sur les dernières données des Nations Unies.<sup>1</sup> A l'approche des élections présidentielle et législatives couplées prévues pour le 23 novembre 2025, le pays se trouve à un autre tournant critique de

son histoire politique. Les législatives initialement prévues pour le 24 novembre 2024, reportées à deux reprises par le Président de la République Umaro Sissoco Embaló, puis couplées avec la présidentielle interviennent dans un contexte marqué par des tensions socio-politiques, institutionnelles et sécuritaires persistantes.

<sup>1</sup> Worldometer, (<https://www.worldometers.info/world-population/guinea-bissau-population>) basé sur les données de U.N. Dept. of Economic and Social Affairs - Population Division. World Population Prospects: The 2024 Revision.

### MÉCANISME D'ALERTE ET DE RÉPONSE DE WANEP (WARM)

Le mécanisme d'alerte et de réponse de WANEP (WARM) fait partie intégrante du programme de prévention et de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest, coordonné par le Réseau Ouest-Africain pour la Consolidation de la Paix (WANEP). Grâce à son programme WARM, le WANEP prépare le terrain pour un réseau d'alerte précoce et de réponse basé sur la société civile en Afrique, en

mettant l'accent sur la sécurité humaine. WARM couvre l'ensemble des quinze (15) pays de la région de l'Afrique de l'Ouest.

Depuis 2002, WANEP a conclu un accord avec la CEDEAO par la signature d'un Protocole d'accord (MOU) dans le cadre du renforcement des capacités en matière de prévention des conflits.

L'un des objectifs de cet accord est d'interfacer WARM avec les systèmes d'alerte précoce de la CEDEAO afin d'optimiser la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. En vue de ce développement, WANEP a mis en place un bureau de liaison situé au Secrétariat de la CEDEAO à Abuja depuis avril 2003.

En reconnaissance du rôle et des réalisations du Réseau Ouest-Africain pour la Consolidation de la Paix (WANEP) dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, le Conseil Économique et Social des Nations Unies, lors de sa session de fond de 2006, a accordé à WANEP le statut consultatif spécial auprès de l'ONU. WANEP est donc mandaté pour désigner un représentant officiel auprès des Nations Unies à New York, Genève et Vienne afin de poursuivre les stratégies de plaidoyer et de sensibilisation en faveur de la paix et de la sécurité humaine.

Dans l'ensemble, le processus semble vaciller sous le poids de plusieurs défis majeurs notamment la légitimité des organes en charge de la gestion des élections, des tensions institutionnelles chroniques ainsi que des conflits intra et extra partis politiques tant du côté de l'opposition que de la mouvance présidentielle. Ce climat est aggravé par un profond déficit de confiance entre les acteurs politiques, des consultations politiques jugées limitées et peu inclusives, des défis majeurs dans l'organisation de ses élections... Par moment, ces différentes situations ont conduit à des manifestations, des arrestations et autres.

Face à ces défis et enjeux autour desdites élections, un rappel des turbulences institutionnelles en Guinée Bissau (I), une analyse des dynamiques politiques actuelles entre les acteurs en présence (II) et des risques (III) s'avèrent, dès lors, essentiels pour anticiper les scénarios possibles (IV) et identifier les leviers susceptibles (V) de favoriser un processus électoral inclusif, pacifique et conforme aux principes démocratiques.

### **I. Turbulences institutionnelles et dissolutions répétées de l'Assemblée nationale Populaire: une légitimité institutionnelle fragilisée**

La Guinée-Bissau traverse une instabilité politique chronique, marquée par des tensions institutionnelles persistantes autour du contrôle des pouvoirs présidentiel et législatifs, dans un contexte de rivalités internes et de manœuvres judiciaires. Depuis la fin de la guerre civile en 1999, le pays, doté d'un régime semi-présidentiel,<sup>2</sup> connaît des difficultés de cohabitation entre le Président de la République et le Premier ministre. Durant les 24 dernières années, le mandat des 102 députés a été interrompu à six reprises, dont deux dissolutions de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) en moins de deux ans- en mai 2022 et décembre 2023- sous le président Umaro Sissoco Embaló.

En effet, en décembre 2023, le président Umaro Sissoco Embaló a dissous l'ANP invoquant une tentative de coup d'État impliquant la Garde nationale et accusant l'ANP, dominée par l'opposition, de corruption et d'entrave à la justice.

Selon l'opposition, cette dissolution intervenue en moins de six mois après l'installation du Parlement viole l'article 94<sup>3</sup> de la Constitution de 1993, qui interdit toute dissolution dans les douze premiers mois suivant une élection. En son temps, le président de l'ANP, Domingos Simões Pereira, a dénoncé un "coup d'État constitutionnel".<sup>4</sup>

A la tête de la Commission Permanente de l'ANP devant rester en place même en cas de dissolution du parlement,<sup>5</sup> le remplacement de Domingos Simões Pereira par Adja Satu Camara Pinto, vice-présidente de l'ANP et allié du Président de la République continue d'alimenter des tensions et craintes autour de la séparation des pouvoirs.

Sur un autre plan, le pouvoir présidentiel a été aussi marqué par des divergences d'interprétation sur la fin du quinquennat du président sortant, Umaro Sissoco Embaló. En effet, investi le 27 février 2020, les partis d'opposition ont estimé la fin de son mandat pour le 26 février 2025 et réclamé en vain la tenue de la présidentielle avant cette date pour éviter un vide constitutionnel. En se basant sur la date du 6 septembre 2020 à laquelle la décision de la Cour Suprême a été rendue sur les recours électoraux déposés par l'opposition, le président Umaro Sissoco Embaló a, quant à lui, estimé la fin de son quinquennat pour septembre 2025. Même dans ce cas, l'absence d'élection présidentielle avant le 5 septembre 2025 occasionnant, de fait, une rallonge du quinquennat continue d'alimenter des critiques, tensions et manifestations. Selon le Président Umaro Sissoco Embaló, la Constitution lui permet de rester en fonction jusqu'à la prestation de serment du président élu. Cet ensemble de situation à contribuer à redessiner les

<sup>2</sup> Dans le régime semi-présidentiel de Guinée Bissau, le président de la République est le Chef de l'État tandis que le Premier Ministre, souvent issu de l'opposition détenant la majorité parlementaire, est le chef du gouvernement.

<sup>3</sup> Guinée-Bissau, Constitution de République de la Guinée Bissau (Version de la traduction consolidée au 15 mai 2020, à jour des révisions y inclus la loi n°1/96 du 1er décembre 1996), accessible au [https://gw.ambafrance.org/IMG/pdf/constitution\\_gb\\_projet\\_traduction\\_-jllz\\_-fr\\_v10.pdf?922/54372191231199772e5a9b5f8317b546bfe8c4e8](https://gw.ambafrance.org/IMG/pdf/constitution_gb_projet_traduction_-jllz_-fr_v10.pdf?922/54372191231199772e5a9b5f8317b546bfe8c4e8), accédé le 07 août 2025.

<sup>4</sup> <https://trt.global/français/article/16109871>

<sup>5</sup> Conformément à l'article 95 de la constitution qui dispose que : La Commission Permanente de l'ANP fonctionne entre les sessions législatives et pendant la période où l'Assemblée nationale Populaire est dissoute. Elle est présidée par le Président de l'Assemblée nationale Populaire. Elle est composée du Vice-Président et des représentants des partis siégeant à l'ANP en fonction de leur représentativité.

## Élections et dissolutions des ANP en Guinée Bissau (1999-2025).

- **28 novembre 1999** : Élections législatives et présidentielle couplées après la guerre civile et coup d'état.
- **28 mars 2004** : Élections législatives initialement prévues pour novembre 2003 et reportées après le coup d'état contre Kumba Yalà en sept 2003. Plusieurs reports. **L'Assemblée élue a été dissoute le 5 août 2008.**
- **16 novembre 2008** : Élections législatives initialement prévues pour mars 2008 après la **dissolution** par le Président Vieira.
- **13 avril 2014** : Élections législatives initialement prévues pour le 24 novembre 2013, reportées au 16 mars 2014 puis au 13 avril **après dissolution de l'ANP** à la suite d'un coup d'état militaire.
- **10 mars 2019** : Élections législatives initialement prévues pour le 23 avril 2018 et reportée pour situation de crise entre le Président Vaz et le PAIGC. **L'Assemblée élue a été dissoute le 16 mai 2022.**
- **4 juin 2023** : Élections législatives anticipées. **L'Assemblée élue a été dissoute le 4 décembre 2023.**
- **23 novembre 2025 (à venir)** : Élections législatives anticipées initialement convoquées pour le 24 novembre 2024.

## II. Dynamiques entre les parties prenantes en luttes de survie politique.

En Guinée Bissau, la constitution de la République stipule que "le Président de la République peut nommer et révoquer le Premier ministre et le Chef d'État-Major Général des Forces Armées. Le Parti vainqueur des élections législatives forme le gouvernement." Depuis 1999, les cohabitations entre présidents de la République et premier-ministres ont été souvent marquées par une difficile cohabitation. Autrement dit, il y a souvent eu déficit de bonnes relations personnelles et institutionnelles conduisant souvent aux dissolutions des ANP et des gouvernements successifs. Avec la dernière dissolution de l'ANP par le Président Umaro Sissoco Embaló, le pays est replongé dans des dynamiques marquées par des dissensions intra et inter partis politiques recomposés en coalitions (a), avec des acteurs politiques clés à la manette (b) et des acteurs de la société civile (c) ainsi que des acteurs régionaux et internationaux (d) tentant de contribuer à l'apaisement.

### a- (a)- Partis politiques recomposés en coalitions avec des dissensions intra et inter partis.

Plusieurs partis politiques comme le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), le Parti pour la Renovation Sociale (PRS) et le Mouvement pour l'Alternance Démocratique, Groupe des 15 (MADEM-G15) sont secoués par des conflits et dissensions internes. Ainsi, deux factions se disputent actuellement le contrôle du PRS : l'une dirigée par Feliz Blute Na Ndungue, un allié du président Umaro Sissoco Embaló et l'autre par Fernando Dias, une figure de l'opposition. Au MADEM-G15, il y a la faction du Premier Ministre Braima Camará et celle de Adja Satu Camara, vice-

présidente de l'ANP et Présidente de la Commission Permanente de l'ANP depuis la dissolution du parlement. Ces rivalités internes aux partis ont influencé la recomposition du paysage partisan en trois principaux groupes :

- **La Plateforme Républicaine- Nô Kumpu Guinée, une coalition de 16 partis soutenant le Président Umaro Sissoco Embaló.** Composée, entre autres, de la faction MADEM-G15 de Adja Satu Camara, de la faction PRS de Feliz Blute Na Ndungue, du Parti des Travailleurs Guinéens (PTG), de la Résistance de la Guinée Bissau-Mouvement Bafatá (RGB-MB), du Parti Républicain pour l'Indépendance et le Développement (PRID), du Parti Luz et d'autres. Elle est coordonnée par Botche Candé, actuel ministre de l'Intérieur et de l'Ordre public. Au sein de cette plateforme, une dissension avait opposé le PRS, le MADEM-G15 et le PTG sur la liste conjointe aux élections et sur la répartition des postes ministériels.
- **La Plateforme de l'Alliance Inclusive-Terra Ranka (PAI Terra Ranka)** composée de cinq partis politiques dont le PAIGC et alliés comme l'Union pour le changement (UM), le Parti Social-Démocrate (PSD), le Mouvement Démocrate Guinéen (MDG) et le Parti de la Convergence Démocratique (PCD). Elle est coordonnée par Domingos S. Pereira, leader du PAIGC et opposant principal du président. Lors des élections parlementaires de juin 2023, la PAI-Terra Ranka avait remporté la majorité avec 54 sur 102 sièges au Parlement, avant de bénéficier du soutien de douze (12) autres députés issus de partis alignés. Sa candidature est invalidée par la CSJ pour les élections de 2025.
- **L'Alliance Patriotique Inclusive (API) "Cabas Garandi"** composée de l'Assemblée du Peuple Uni – Parti Démocratique de Guinée-Bissau (APU-PDGB), de la faction MADEM-G15 de Braïma Camará, du Front Patriotique de Salut National (FREPASNA) de Baciro Djá et de la faction PRS dirigée par Fernando Dias. Cette plateforme est placée sous la coordination de Baciro Djá, l'ancien 3e vice-président du PAIGC comme président et de Fernando Dias comme vice-président. Sa candidature est invalidée par la CSJ pour les élections de 2025. En conséquence, certains de ces leaders comme Nuno Gomes Nabiam et Braïma Camara ont rejoint la coalition du Président de la République. D'autres comme Fernando Dias et Baciro Djá considérés comme plus proches de Domingos Simoes Pereira, mais sans accord formel de soutien, sont candidats à la présidentielle de novembre 2025. Fernando Dias se présente en tant qu'indépendant tandis que Baciro Djá est investi par le FREPASNA.

### -(b)- Acteurs politiques clés au cœur des développements actuels et à venir.



De gauche à droite, Umaro Sissoco Embaló, Président de la République; Domingos Simões Pereira, Président du PAIGC; Braïma Camara, membre fondateur du MADEM-G15 ; Adja Satu Camara Pinto, Secrétaire permanente de l'ANP.

En dehors des grandes coalitions partisanes, certains acteurs politiques se révèlent comme au cœur des développements passés et ceux à venir :

- **Umaro Sissoko Embaló, un président sortant en quête d'un deuxième mandat dans un climat politique sous tension**

Élu Président en 2019 avec 53,5 % des voix face à Domingos Simões Pereira (46,5 %), Umaro Sissoko Embaló affirme que la Constitution lui permet de rester en fonction jusqu'à l'investiture d'un nouveau président. Cette position suscite des critiques, certains y voyant une tentative de prolongation illégitime de mandat, craignant une confiscation du pouvoir présidentiel. Porté au pouvoir par le MADEM-G15, issu d'une scission du PAIGC, son mandat a été marqué par des crises politiques, des tentatives de coup d'État, des conflits internes et l'exil de plusieurs leaders politiques. En août 2025, il a lancé un nouveau mouvement politique, baptisé « Nô Djunta » (« Avancer ensemble »), présenté comme ouvert<sup>6</sup> à toutes les forces politiques et à la société civile.

- **Domingos Simões Pereira, le principal opposant politique des dix dernières années en Guinée Bissau**

Président du PAIGC depuis 2014, est une figure importante de la vie politique en Guinée-Bissau. Battu au second tour de la présidentielle de 2019, il était président de l'Assemblée nationale populaire (ANP) jusqu'à sa dissolution en décembre 2023 par le président Umaro Sissoko Embaló. Malgré une posture jugée intransigeante et des contestations internes, ses opposants ne peuvent le destituer faute de pouvoir convoquer un congrès extraordinaire du fait des limitations des statuts du parti. Exilé au Portugal pendant neuf mois en raison de poursuites judiciaires et d'une demande de levée de son immunité parlementaire, il conserve le soutien d'une large frange du PAIGC et de plusieurs partis d'opposition.

Sa candidature à la Présidentielle de 2025 a été invalidée par la Cour Suprême de Guinée-Bissau sur des

raisons de dépôt tardif du dossier et d'absence de personnalité juridique de sa coalition PAI–Terra Ranka. Fédérateur d'une opposition conservatrice, Domingos Simões Pereira demeure un acteur clé pour la paix, la stabilité politique et sociale du pays.

- **Braima Camara, allié de la relance du MADEM-G15 et de mobilisation électorale autour de Umaro Sissoko Embaló.**

Dissident du PAIGC et membre fondateur du MADEM-G15, Braima Camara est considéré comme l'architecte de la victoire du MADEM-G15 et du Président Umaro Sissoko Embaló lors des élections de 2019. Les tensions entre ces deux hommes ont conduit à une fracture au sein du parti. Après une période d'exil au Portugal, il est revenu à Bissau le 2 août 2025 et nommé Premier ministre le 7 août par décret présidentiel, dans ce qui est interprété comme une tentative de réconciliation entre les factions du MADEM-G15 et le chef de l'État. Cependant, sa suspension, ainsi que celle d'autres ministres de la coalition API – Cabas Garandi pour « trahison politique », a fragilisé cette alliance. Sa capacité à apaiser les tensions internes, mobiliser les acteurs et renforcer la cohésion sociale sera déterminante pour favoriser une réconciliation post-électorale durable.

- **Adja Satu Camara Pinto, figure politique influente entre loyauté au Président Umaro Sissoko Embaló et ambition politique.**

Adja Satu Camara Pinto est une figure politique majeure en Guinée-Bissau, active depuis la lutte pour l'indépendance avec le PAIGC jusqu'à son ralliement au MADEM-G15 en 2018. Ancienne ministre de l'Intérieur, vice-présidente du PAIGC (2003–2007) et gouverneure de plusieurs régions, elle a également été deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale populaire (ANP), dissoute en décembre 2023 par le président Umaro Sissoko Embaló. Devenue,<sup>7</sup> Présidente intérimaire de l'ANP avec le soutien du chef de l'État, elle occupe aujourd'hui le poste de Secrétaire permanente. Son rôle pourrait s'avérer déterminant dans la conduite du processus électoral, notamment

<sup>6</sup> Guinée-Bissau : Sissoko Embaló officialise sa candidature pour un 2e mandat, accessible <https://fr.africanews.com/2025/08/08/guinee-bissau-sissoko-embalo-officialise-sa-candidature-pour-un-2e-mandat/> et consulté le 1er septembre 2025.

<sup>7</sup> Guinée-Bissau: Satu Camará autoproclama-se chefe da Assembleia Nacional Popular, accessible au <https://www.voportugues.com/a/guin%e3%a9-bissau-satu-camar%e3%a1-autoproclama-se-chefe-da-assembleia-nacional-popular/7795301.html>

pour favoriser une majorité parlementaire favorable au président, tout en influant sur la paix et la stabilité politique du pays.

- **b- (c)- Acteurs de la Société civile de Guinée Bissau et le défi d'impartialité.**

En Guinée-Bissau, la société civile joue un rôle essentiel dans la préservation de la paix, de la cohésion nationale et dans la crédibilité du processus électoral, notamment à travers l'observation des scrutins et le plaidoyer en faveur de réformes institutionnelles. Malgré des tentatives de répression et de musellement observées sur le terrain, certaines organisations de la société civile demeurent critiques à l'égard de la gouvernance du pays, des politiques publiques et des dirigeants. Elles assurent une veille démocratique active en mobilisant des citoyens face aux violations des droits humains et certaines dérives de gouvernance.

De nombreuses autres organisations non gouvernementales s'inscrivent contre les critiques faites sur la gouvernance politique du pays et pour les actions promues par le Président de la République et les parties prenantes alliées. Malgré ces différents sous regroupements qualifiés d'alignements politiques par certains analystes, la société civile reste un acteur clé du dialogue national, de la réforme institutionnelle et de la régulation du jeu démocratique, par ses interactions constantes avec les différents acteurs de la scène socio-politique.

- **c- (d)- Acteurs régionaux et internationaux dans une Guinée Bissau en quête de stabilité institutionnelle et politique.**

Les acteurs régionaux et internationaux ont toujours joué un rôle crucial dans le soutien au processus démocratique en Guinée-Bissau. Leur contribution ne se limite pas seulement à l'appui technique et financier. Elle s'étend également à la médiation politique et à la régulation du jeu démocratique, contribuant ainsi à la préservation de la paix et à la stabilisation du pays.

Par exemple, la mission conjointe de haut niveau de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), déployée du 21 au 28 février 2025 pour faciliter un consensus sur l'organisation des élections générales, a révélé des situations de tensions. En effet, des divergences d'interprétation entre ladite mission et le Président Umaro Sissoco Embaló ont été perçues par plusieurs observateurs comme une tentative de fragilisation de l'autorité de la CEDEAO. Malgré ces tensions, les organisations telles que la Communauté des Pays de Langues Portugaises (CPLP), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), les Nations unies (ONU), etc. demeurent des acteurs importants pour un scrutin transparent, inclusif et crédible, ainsi qu'un climat politique post-électorale apaisé.

### **III. Principaux Enjeux et défis majeurs de la présidentielle et des législatives de 2025 en Guinée Bissau.**

En Guinée Bissau, les résultats des scrutins législatifs de 2019 et 2023 ont imposé un partage du pouvoir, conformément au régime semi-présidentiel en vigueur dans le pays. Toutefois, les rivalités historiques entre les principaux groupes politiques ont entravé les opportunités de gouvernance concertée et accentué les compétitions politiques. Dans un tel contexte et quel que soit le camp politique concerné, le principal enjeu des élections présidentielle et législatives de 2025 est "la conquête du pouvoir présidentiel et d'une majorité des sièges au parlement aux fins de gouverner le pays sans partage ni concession".

Au-delà de cet enjeu, le processus électoral en cours fait face à un certain nombre de défis majeurs.

- a - Contexte Socio-Politique et Sécuritaire Relativement Tendus

La Guinée-Bissau est marquée par une instabilité politique chronique et une histoire mouvementée depuis son indépendance en 1974. Classé 158e sur 180 pays selon le rapport 2024 de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, le pays connaît des défis de gouvernance malgré certaines mesures gouvernementales incluant des arrestations. En novembre 2023, le Ministre de l'Économie et des Finances, Souleiman Seidi, et le Secrétaire d'État au Trésor, António Monteiro, ont été entendus par le Ministère public pour leur implication présumée dans un détournement<sup>8</sup> de fonds publics estimé à dix millions de dollars destiné à payer des dettes de l'État pour soutenir des acteurs économiques proches du régime.

La tentative de libération de ces responsables, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 2023, a provoqué des affrontements entre l'armée, la garde présidentielle et des unités de la garde nationale, faisant deux morts et plusieurs arrestations. Le président de la République a qualifié ces événements de tentative de coup d'État et a dissous l'ANP. Depuis lors, des restrictions de libertés d'expression et des violations des droits humains ont été dénoncées par des organisations de la société civile et des partis d'opposition. Le 17 avril 2025, le Président de la République a publiquement menacé de dissoudre la Ligue Guinéenne des Droits de l'Homme (LGDH) qu'il accuse de mener des activités politiques.<sup>9</sup>

On rapporte également des arrestations de manifestants et de membres des forces de sécurité, des interdictions de manifestations, des grèves répétées dans les secteurs de l'éducation et de la santé...



*Une Manifestation d'Élèves à Bissau*

<sup>8</sup> Soupçons de détournement de fonds impliquant deux anciens membres du gouvernement. Accessible au <https://africapresse.com/guinee-bissau-soupcons-de-detournement-de-fonds-impliquant-deux-anciens-membres-du-gouvernement/>

<sup>9</sup> Guinée-Bissau : harcèlement, intimidations et menaces contre Bubacar Turé, président de la LGDH, accessible au <https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/guinee-bissau-harcèlement-intimidations-et-menaces-contre-bubacar>

- **b - Persistante Urgence, Depuis 2014, de Réforme du Cadre légal Électoral**

En Guinée Bissau, la dernière réforme du cadre légal électoral remonte à la loi n°10/2013 du 25 septembre 2013 adoptée dans un contexte de transition politique postérieure au coup d'État militaire du 12 avril 2012. Elle visait principalement à permettre la tenue des élections législatives et présidentielle de 2014. Depuis lors, aucune révision substantielle n'a été entreprise malgré des besoins persistants pour le découpage électoral, la transparence dans la proclamation des résultats et la réforme des organes de gestion des élections.

L'inertie autour de la question s'explique par les longues et récurrentes crises d'instabilités institutionnelles et politiques. En effet, entre 2014 et 2025, le Parlement a été dissous à quatre reprises, la Cour Suprême et le

Conseil Supérieur de la Magistrature ont connu des tensions internes. Ces dysfonctionnements institutionnels entravent toute initiative de réforme du cadre légal électoral et complexifient les défis en matière électoral du pays.

- **c - Besoin de Consensus Politiques Autour des Principaux Organes Intervenant dans la Gestion des Élections**

**La Commission Nationale Électorale (CNE)** chargée d'organiser et de superviser les élections est composée de magistrats nommés par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) et élus par les deux tiers du Parlement pour un mandat de quatre ans. Son président et les membres de son secrétariat exécutif sont désignés par l'ANP.



*Direction exécutive de la Commission nationale des élections lors d'une activité*

Les crises politiques successives et les dissolutions répétées de l'ANP ont empêché le renouvellement du bureau exécutif de la CNE dont le mandat a expiré depuis mars 2022. Un consensus politique facilité par la CEDEAO avait permis l'organisation des législatives du 4 juin 2023. L'absence de renouvellement de ce consensus ou d'un vote du Comité Permanent de l'ANP risque de priver le bureau exécutif de la CNE de sa légitimité pour les élections à venir, exposant le

processus à des contestations. Déjà, l'opposition dénonce des pressions<sup>10</sup> politiques sur la CNE pour le remplacement des présidents des Commissions Régionales Électorales (CRE) récemment suspendues pour des raisons financières. Cet ensemble a suscité des critiques de tentatives de fraude électorale. Toutefois, il n'a pas empêché l'organe d'établir son calendrier électoral depuis avril 2025 et de travailler à sa mise en œuvre.

<sup>10</sup> Guinée-Bissau: Braima Camará entre promessas de eleições e acusações de traição política ; accessible au <https://ultimahoragb.com/2025/08/31/guine-bissau-braima-camara-entre-promessas-de-eleicoes-e-acusacoes-de-traicao-politica/> ; publié le 31/08/2025

En Guinée-Bissau, la **Cour Suprême de Justice (CSJ)** est le juge électoral qui joue un rôle central dans les processus électoraux car elle est chargée de recevoir et valider les candidatures aux élections législatives et présidentielles, de vérifier et proclamer les résultats définitifs et de vider les contentieux électoraux. Entre novembre 2023 et mars 2025, l'institution a traversé une crise<sup>11</sup> paralysante qui avait, entre autres, entraîné le report des élections législatives prévues pour novembre 2024 du fait qu'elle n'avait pu publier la liste définitive des candidats dans les délais (le 15 octobre 2024) prévus. En avril 2025, la situation a évolué avec le départ à la retraite du juge Antonio Lima André et l'élection, le 16 mai 2025, par 12 des 19 membres du CSM, d'un nouveau président pour un mandat de quatre ans. Tous les autres postes de l'institution ont été aussi pourvus. Cependant, des voix se sont levées pour contester la légalité de la nomination du président Arafam Mané qui ne remplirait pas la condition de cinq ans d'ancienneté à la Cour Suprême requise pour accéder à sa présidence. Par ailleurs, le processus de désignation des juges du CSM est lui aussi critiqué pour sa non-conformité aux textes en vigueur. A la tête du CSM, la nomination du général Sanji Fati, député et conseiller du président de la République est critiquée par certains observateurs. Malgré ces controverses, la CSJ à jouer un rôle déterminant en relançant le processus à travers la publication des listes des candidatures. Toutefois, au regard du contexte politique particulier du pays, le consensus politique est nécessaire pour limiter de nouveaux développements pouvant impacter positivement ou négativement le processus en cours.

Placée sous la tutelle du ministère de l'Administration Territoriale et en coordination étroite avec la CNE, le **Bureau Technique d'Appui au Processus Électoral (GTAPE)** est notamment responsable, entre autres, de la mise en œuvre de la logistique électorale, de l'organisation matérielle du scrutin, de la gestion et la mise à jour de la liste électorale. Dans l'environnement des élections à venir, il semble être la structure la moins polémique.

#### • d - Liste Électorale Régulièrement Actualisée mais Toujours Critiquée

Selon la loi électorale, la mise à jour du fichier doit débuter en février, pour une durée de 60 jours à l'intérieur du pays et 90 jours pour la diaspora. Pour les législatives initialement prévues pour novembre 2024, la mise à jour des listes électorales s'est déroulée du 25 mars au 25 mai 2024 sur le territoire national et du 25 mai au 25 juin 2024 pour la diaspora. Le 22 juillet 2024, le Directeur Général du GTAPE, M. Gibril Baldé, a annoncé un chiffre de 924 411 électeurs inscrits, soit une augmentation de 3,17% (29 268 électeurs) par rapport au fichier utilisé en juin 2023. L'affichage des listes s'est achevé le 5 août 2024 et, malgré quelques critiques, tous les partis avaient accepté les résultats du recensement.

Pour les élections législatives et présidentielle de novembre 2025, le processus d'actualisation entamé en mars 2025 et censé s'achever en mai 2025 a été prolongé de 15 jours en raison d'un arrêt de travail des agents électoraux protestant contre le non-paiement de leurs primes.<sup>12</sup> En juin 2025, ces agents ont refusé de transmettre les données à la CNE sans le paiement des primes. La coalition API Cabas Garandi a dénoncé la transparence du processus soulignant une implication insuffisante des partis politiques et une absence de présentation du fichier aux acteurs politiques pour leur évaluation. Les résultats du recensement électoral de 2025 ne sont pas disponibles mais les critiques des partis pourraient compromettre la crédibilité du scrutin et l'acceptation des résultats.

#### • e - Médias Polarisés avec des Journalistes Ciblés en Guinée Bissau

En Guinée Bissau, le pluralisme médiatique est polarisé par des considérations politiques dans le traitement de l'information. Le niveau de polarisation contribue à exacerber les tensions et attiser des violences dans un contexte déjà fragile. Elle se manifeste par une couverture partielle des événements, où chaque camp utilise des canaux médiatiques favorables pour promouvoir ses positions. Ainsi, les médias et les

<sup>11</sup> Avec la démission forcée de son ancien président, José Pedro Sambu en novembre 2023 suivie de la suspension de six (6) de ses douze (12) membres par des mesures disciplinaires initiées par son ex-vice-président Antonio Lima André (devenu président par intérim), la Cour s'est retrouvée longtemps paralysée, incapable d'atteindre son quorum de sept (7) membres requis pour délibérer et exercer ses fonctions.

<sup>12</sup> Bras de fer autour du recensement électoral en Guinée-Bissau, accessible au <https://fr.allafrica.com/view/group/main/main/id/00093148.html>

acteurs de médias sont catégorisés entre ceux favorables au pouvoir et ceux proches de l'opposition, chacun adoptant une couverture incitative alimentant la confrontation politique. Par ailleurs, la prolifération de fausses informations sur les réseaux sociaux constitue une menace sérieuse pour la cohésion sociale, alimentant la désinformation et les clivages politiques.

Les menaces et intimidations à l'encontre des journalistes et des organes de presse affectent la qualité de l'information diffusée et portent atteinte à la liberté d'expression. Par exemple, la présidente du SINJOTECS (Syndicat des journalistes et techniciens de la communication sociale) a déclaré avoir été interdite de participer aux activités gouvernementales. Des rapports font état de ce que plusieurs journalistes travaillant dans des médias publics ont été limogés pour avoir pris part à des manifestations pacifiques ou pour avoir couvert des événements organisés par des partis d'opposition. En fin août 2025, le gouvernement a suspendu les émissions de la Radiotélévision Portugaise (RTP Africa), de la Radiodiffusion Portugaise (RDP-Africa) et de l'agence de presse Lusa, renforçant les inquiétudes sur les restrictions à la liberté de la presse.

#### • f - Invalidation de Partis Politiques Clés, Signe d'Élections Non-Inclusives et à Risque

Dans le cadre des élections législatives du 23 novembre 2025, la CSJ de la Guinée Bissau a reçu 15 dossiers de candidatures pour l'élection présidentielle à la date du 25 septembre 2025. L'analyse de la liste définitive des 12 candidats validés pour la présidentielle et des 14 candidatures retenues pour les législatives révèle l'absence de Nuno Gomes Nabiam qui s'est désisté en faveur du Président Umaro Sissoko Embaló, de Domingos Simões Pereira de la coalition Terra Ranka, vainqueur des élections législatives de juin 2023 dont est membre le PAIGC, principal parti d'opposition ayant pris part à presque toutes les élections du pays. Pour cette dernière coalition, la raison évoquée est le dépôt tardif du dossier et l'absence de personnalité juridique reconnue pour la coalition PAI–Terra Ranka. En réaction à cette décision, qu'il qualifie de "stratégie d'élimination politique", Domingos Simões Pereira a appelé la

population à se mobiliser pacifiquement pour la défense des droits et des libertés. Il a lancé un appel à une marche<sup>13</sup> citoyenne sur la CSJ à Bissau, le 16 Octobre 2025, afin de protester contre ce qu'il considère comme une "manipulation du cadre électoral".<sup>14</sup>

Au-delà des vives inquiétudes qu'elle a suscitées, cette décision d'invalidation de candidatures de partis et coalitions politiques clés engendre des craintes de violences électorales, tant avant, pendant et après le scrutin. Avec les nombreux potentiels rebondissements qui pourraient suivre, elle alimente les critiques sur une possible ingérence politique dans les décisions de la CSJ. Aussi, dans un pays marqué par une histoire de coups d'État et d'instabilité chronique, elle fait peser un risque élevé de violences électorales sur les élections à venir.

#### • g - Financement du Processus Électoral dans un Contexte Économique Difficile

Contrairement aux précédents scrutins financés par l'État avec d'importants soutiens des partenaires techniques et financiers (PTFs), le gouvernement bissau-guinéen a annoncé sa volonté d'auto-financer, à hauteur de 90%,<sup>15</sup> les élections législatives et présidentielles de 2025 grâce à un Fonds pour la démocratie localement mis en place. La décision gouvernementale de confier l'impression des bulletins de vote et du matériel électoral des élections de 2025 à l'imprimerie nationale du pays (INACEP) au lieu des imprimeries du Portugal comme par le passé est peut-être l'une des stratégies pour atteindre les 90% de financement. Pour certains, cette décision est une affirmation de souveraineté. D'autres y voient des risques de manipulation du processus, une tentative de contrôle du processus par la réduction du regard extérieure. Cependant, les difficultés socio-économiques persistantes du pays, aggravées par l'instabilité politique et institutionnelle persistantes, ainsi que la forte dépendance du pays aux revenus de la commercialisation de noix de cajou et de la pêche pourraient limiter la capacité du gouvernement à

<sup>13</sup> Domingos Simões Pereira convoca marcha até ao Palácio acessível au <https://radiobantaba.com/domingos-simoes-pereira-convoca-marcha-ate-ao-palacio-da-justica-apos-rejeicao-da-sua-candidatura-pelo-stj/>, publié le 15 octobre 2025

<sup>14</sup> Guinée-Bissau : Domingos Simões Pereira exclu de la présidentielle, accessible au <https://www.ouestaf.com/guinee-bissau-domingos-simoes-pereira-exclu-de-la-presidentielle/> du 14/10/2025, consulté le 15/10/2025

<sup>15</sup> AL24 NEWS : Guinée-Bissau : le gouvernement financera à hauteur de 90% l'organisation des législatives et de la présidentielle, accessible par <https://al24news.dz/fr/guinee-bissau-le-gouvernement-financera-a-hauteur-de-90-lorganisation-des-legislatives-et-de-la-presidentielle/>, consulté le 09 août 2025.

mobiliser le niveau de ressources requis. On se rappelle que la CEDEAO a dû payer certaines factures pour la tenue des législatives de juin 2023. On se rappelle aussi qu'en juin 2025, réclamant le paiement de leurs primes, des agents recenseurs avaient refusé de transmettre les listes électorales à la CNE.

S'il est vrai que le 28 octobre 2024, la CNE avait déjà reçu une première tranche de financement qu'elle a jugée insuffisante au point de suspendre certaines activités préparatoires, le risque de tensions budgétaires et financières existe autour de l'organisation des élections de 2025. Dans l'attente de la déclaration officielle du gouvernement sur la disponibilité du budget, les observations montrent une faible disponibilité des partenaires financiers des processus électoraux du pays.

- **h- Financement des Campagnes des Partis Politiques: un Cadre Légal Permissif aux Effets Préoccupants**

En Guinée Bissau, les partis politiques sont financés par des contributions de l'État, de partis pairs, des électeurs, des candidats ainsi que par des revenus générés durant la campagne. Toutefois, l'absence de plafonnement des dons, de contrôle des dépenses et d'obligation de justification de la provenance des fonds est une porte ouverte pour des financements illicites ou d'origine douteuse. Dans un pays où l'on enregistre des cas<sup>16</sup> atypiques de saisie de drogues ou de stupéfiants, un tel vide réglementaire soulève des préoccupations en matière de transparence, d'équité et de corruption. Il est porteur de risque sur l'équité du processus électoral voire sur la sécurité du pays.

- **i - Défis persistants limitant la participation des femmes et des jeunes**

Sur la liste définitive des douze candidatures validées pour la présidentielle de 2025, il n'y a aucune femme alors même que Carmelita Pires, ancienne ministre de la

Justice et membre du Mouvement Social-Démocratique (MSD) avait annoncé son intention de se présenter. Quand on se rappelle que lors l'élection présidentielle de 2019, aucune femme ne s'était portée candidate, on peut se douter que des défis limitent la participation des femmes.<sup>17</sup> En Guinée Bissau, la loi impose aux partis politiques de présenter des listes de candidatures comportant au moins 36% de femmes dans chaque circonscription pour les élections législatives. Pourtant, lors des dernières législatives de juin 2023 alors que les femmes représentaient 52 % de l'électorat (458 977 femmes sur 884 134 électeurs), le nombre de femmes élus députés à régressé passant de 14 femmes élus (13,7%) pour le mandat précédent à seulement 11 (9 de PAI Terra Ranka et 2 du MADEM-G15) soit 10%, bien en deçà du quota légal de 36%. C'est bien une préoccupation qui mérite des attentions. Au-delà des postes électifs, même les postes nominatifs semblent être difficiles d'accès aux femmes. Par exemple, le gouvernement formé par Braima Camará en août 2025 compte 22% de femmes (8 femmes sur 37 membres) réparties entre quatre ministres et quatre secrétaires d'État. Des actions fortes et à forts impacts sont nécessaires pour relever les défis et libérer la participation et les énergies des femmes pour la stabilité du pays.

La situation n'est pas plus reluisante pour l'importante population de jeunes de moins de 35 ans du pays dans lequel les secteurs de l'éducation et de la santé sont fragilisés par des grèves répétées. Le chômage des jeunes reste élevé. Cette jeunesse, bien que représentant une opportunité de développement, pourrait ainsi être instrumentalisée par des acteurs politiques pour devenir un vecteur potentiel de violence électorale.

<sup>16</sup> En 2022, Malam Bacai Junior, fils de l'ancien président Malam Bacai Sanha, a été arrêté en Tanzanie par l'Agence américaine antidrogue. En mai 2024, Manuel Irénio Nascimento Lopes, député bissau-guinéen, a été appréhendé à Lisbonne avec 13 kg de cocaïne en sa possession. Le 9 septembre 2025, une cargaison de 2,63 tonnes de cocaïne a été interceptée à l'aéroport de Bissau dans un avion en provenance du Venezuela.

<sup>17</sup> <https://www.francophonie.org/declaration-preliminaire-de-la-mission-electorale-de-la-francophonie-en-guinee-bissau-2814>

#### IV. Scénarii

- **1- Scénario 1, Mauvais cas, Très Probable: "Élections législatives et présidentielle non-inclusives entachées de tensions voire de violences"**

En réaction à l'invalidation de leurs candidatures par la CSJ, des acteurs et partis politiques de l'opposition ont lancé des manifestations pacifiques de contestation du processus électoral qui ont été interdites puis réprimées par les forces de sécurité. Le pays avance vers une nouvelle crise politique. Malgré les nombreuses initiatives de diplomatie préventive, les appels à la paix et à des élections inclusives, les élections législatives et présidentielle de 2025 se tiennent sans la participation des acteurs politiques et partis politiques clés dont les candidatures sont invalidées. La rue résiste mais des résultats sont proclamés. Après les tensions post-électorales et sous le feu des rivalités en acteurs politiques, le pays replonge dans un autre cycle d'instabilité politique et institutionnelle.

- **2- Scénario 2, Meilleur cas, Probable: "Élections législatives et présidentielle inclusives et compétitives malgré l'invalidation de certaines candidatures clés"**

Les acteurs et partis politiques de l'opposition dont les candidatures sont invalidées rejettent la décision de la CSJ mais s'engagent dans une coalition des "candidats invalidés" pour soutenir, en guise de plan B, un candidat parmi les 12 candidats déjà validés pour la présidentielle. Cette coalition des invalidés contribue à transformer les frustrations en motivation et mobilisation pour des élections législatives et présidentielle inclusives et compétitives. De même, avec l'absence de manifestations majeures dans les rues et la mise en place adéquate du budget par le gouvernement, la CNE a finalisé les préparatifs. Les élections se tiennent. Les résultats sont proclamés et imposent une collaboration des forces politiques. Les rivalités historiques entre acteurs politiques limitent la coopération et la gouvernance concertée mais le pays expérimente une relative stabilité politique et institutionnelle.

- **3- Scénario 3, Cas intermédiaire, Probable: "Situation de bras de fer pour des élections inclusives qui entraîne une longue attente des élections de sortie de crise"**

Avec l'invalidation de certaines candidatures clés de l'opposition, le processus électoral s'enlise dans un bras de fer entre les différents camps opposés. Les préparatifs prennent un retard critique qui empêche la tenue matérielle des élections. En attente des élections, le président sortant maintient le pouvoir et gouverne le pays sans partage. La résistance politique grossit, l'insécurité et l'instabilité politiques deviennent inquiétantes. Les appels à la paix et à des élections inclusives se multiplient. Le pays rentre dans une longue attente des élections de sortie de crise.

#### V. Recommandations et Conclusion

Au regard des analyses et scénarii ci-dessus, les recommandations suivantes sont formulées:

##### Au Gouvernement

- Privilégier la consultation et le dialogue inclusif sur les questions essentielles du processus électoral en cours pour garantir la stabilité politique et institutionnelle.
- Assurer, sans bavures, la sécurité des personnes et des biens durant le processus.

##### A la Commission Nationale Électorale

- Promouvoir un cadre permanent de dialogue avec les acteurs politiques et les OSC autour des préoccupations liées au processus électoral pour apaiser les tensions et améliorer la confiance des acteurs.
- Renforcer la communication interne et externe pour limiter les risques de suspicion et des tensions dans la conduite du processus électoral.

##### A la Cour Suprême de Justice

- Garantir le respect des textes de la République ainsi que les droits civils et politiques des acteurs clés du pays.

**Aux Acteurs et Partis Politiques**

- S'ouvrir à la concertation pour des accords politiques et renoncer à la violence pour la préservation de la stabilité et de la cohésion sociale.
- Former et sensibiliser les militants au respect des textes et à la non-violence.
- Initier les réformes attendues pour l'amélioration du code électoral et des processus électoraux du pays.

**Aux populations et à la diaspora de la Guinée Bissau**

- Rejeter les actes de défiance des autorités et des lois nationales pour privilégier les voies de recours légaux en cas de contestation.
- S'éloigner des initiatives d'incitation à la violence en rejetant les discours identitaires et la propagation des fausses informations.

**Aux Médias**

- Adopter un style de journalisme sensible au conflit en assurant un traitement neutre et impartial de l'Information.
- S'investir dans la lutte contre la désinformation et fausses nouvelles.

**A la Société Civile**

- Assurer un accompagnement efficient à la CNE selon les besoins du contexte.
- Rester une force d'actions et de proposition de solutions en faveur d'un processus électoral inclusif, transparent, crédible et apaisé;
- Contribuer à la déconstruction des Fake news et propos haineux pour soutenir le désarmement des cœurs.
- Soutenir l'implication pacifique des femmes et des jeunes dans le processus.

**A la Communauté Régionale et Internationale**

- Intensifier la diplomatie préventive et la médiation pour la tenue d'élections transparentes et inclusives en Guinée Bissau.
- Encourager l'ensemble des acteurs politiques et accompagner la CNE dans la mise en place de cadres et d'initiatives qui concourent à un processus électoral apaisé, transparent, crédible et ouvert à tous.

**Conclusion**

Les élections législatives et présidentielle de 2025 en Guinée Bissau sont confrontées à plusieurs défis politiques, institutionnels, sécuritaires, socio-économiques et autres exigeant des réponses techniques et politiques concertées de l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux. Lesdites réponses sont nécessaires pour assurer que ces élections soient crédibles, inclusives et pacifiques. Il s'agit d'une condition cruciale pour la consolidation de la démocratie et la stabilisation durable du pays frappé déjà par des instabilités politiques et institutionnelles récurrentes.

La mobilisation de la société civile, le respect des droits humains, la transparence du processus électoral, l'indépendance des institutions judiciaires et électorales, ainsi que l'inclusion des femmes et des jeunes doivent être au cœur des priorités. Il devient impératif que les acteurs politiques transcendent leurs divergences et rivalités historiques pour s'engager dans un dialogue constructif, fondé sur le respect des textes et des accords de sortie de crise. Dans un tel contexte, la communauté internationale est également attendue pour soutenir les efforts de réforme, de médiation et de renforcement des capacités, afin de garantir un processus électoral légitime, apaisé et porteur d'espoir de stabilité et d'avenir démocratique pour la Guinée-Bissau.

# G. Bissau

## Élections Présidentielle et Législatives de 2025:

Espérer la stabilité ou craindre un retour  
de l'instabilité politique?

**Clause de non-responsabilité:** Cette publication est rendue possible grâce au soutien généreux de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de WANEP et ne reflète pas nécessairement les opinions du partenaire susmentionné.



Soutenu par la



West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)

Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224

Email: [wanep@wanep.org](mailto:wanep@wanep.org) | Website: [www.wanep.org](http://www.wanep.org)